

Burundi : le gouvernement décide de ne pas envoyer de délégués à Arusha

@rib News, 15/02/2017 – Source Xinhua Le gouvernement du Burundi a décidé de ne pas envoyer de délégués à Arusha dans la session du dialogue interburundais du 16 au 18 février 2017, a indiqué mercredi soir à Bujumbura dans un communiqué Philippe Nzobonariba, secrétaire général et porte-parole du gouvernement. Selon le communiqué, le gouvernement burundais reconnaît qu'en date du 13 février dernier, avoir reçu du facilitateur dans le dialogue interburundais, Benjamin William Mkapa, une invitation pour qu'il envoie des délégués dans la session du 16 au 18 février 2017 dans la ville tanzanienne d'Arusha.

"Certes, les Burundais ont besoin de la solidarité internationale ; mais ils doivent jouir de leur droit le plus absolu d'être respectés dans leurs choix et dans la conduite d'un processus de dialogue, qui est le leur part entière", mentionne le communiqué pour motiver la décision prise. Depuis début 2016, le gouvernement burundais a organisé, parallèlement au processus de paix piloté à partir d'Arusha par la facilitation régionale, un dialogue politique à l'interne, réunissant diverses catégories socio-professionnelles burundaises sous l'égide de Mgr Justin Nzoyisaba, président de la Commission Nationale pour le Dialogue Interburundais (CNDI). Parmi les recommandations issues de ce dialogue, on relève notamment la révision de la constitution afin que soient abolies notamment la limitation du nombre de mandats présidentiels. La controverse autour de la question du "nombre de mandats présidentiels" au Burundi, est au cœur des événements ayant déclenché la crise électorale burundaise d'avril 2015. Le facilitateur Mkapa a effectué une visite de travail en décembre dernier à Bujumbura et affirmé pour toute la première fois, que la question du mandat présidentiel de l'actuel chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza en 2015, ne se posait plus au sein des instances de la communauté internationale. "Tout en se félicitant de l'évolution appréciable du processus piloté par le facilitateur Benjamin William Mkapa, le gouvernement de la République du Burundi, trouve qu'il y a certaines irrégularités au niveau de l'organisation de la présente session qui s'écartent de l'habituel esprit de concertation, en ce qui concerne l'établissement de la liste des invités ainsi que l'ordre du jour de la session. Ainsi, la présence des acteurs violents, notamment des putschistes recherchés par la justice parmi les invités, violent les lois qui régissent le Burundi, en particulier la loi sur le fonctionnement des partis politiques", indique le communiqué. Par ailleurs, poursuit le communiqué, la présence présumée de certaines personnalités dans cette session, notamment Jamal Benomar, Conseiller Spécial du secrétaire général de l'ONU, déjà accusé par le gouvernement burundais, ne garantit pas la sérénité des travaux de cette session. Le gouvernement burundais a saisi l'occasion pour réaffirmer son engagement à soutenir et à promouvoir la culture du dialogue, la lutte contre l'impunité et la préservation de la souveraineté nationale. "A cet égard, le gouvernement se réjouit de l'étape déjà franchie par le processus du dialogue intérieur, et dénonce toute démarche qui viendrait remettre en cause les résultats du consensus enregistré à ce jour", insiste le communiqué.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});